

Le Reich envahit trois neutres sur la route de France

Sommation brutale de Berlin à Bruxelles et à la Haye — Résistance des Belges et des Hollandais — Le Luxembourg aux mains des Allemands — Attaques-éclair contre des pays dont Berlin avait garanti la neutralité — Engagements violés — Troupes alliées en Belgique — Villes bombardées, au nom de "la sauvegarde de la neutralité de leurs pays"

L'ATTAQUE ALLEMANDE S'ETEND A DES VILLES DE FRANCE ET DU ROYAUME-UNI

Hitler a joué son va-tout. Dès le petit jour, ce matin, ses troupes ont envahi sans provocation la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, petites nations neutres contiguës au Reich. Ses avions ont bombardé par vagues successives des villes de Belgique, de Hollande, fait des centaines de victimes dans la population civile, détruisant champs d'aviation, maisons, usines, édifices publics, etc. Débordement de sauvagerie concertée, longuement préparée, au mépris d'engagements pris en 1937 à l'endroit de Bruxelles, d'assurances solennelles données par Hitler aux gouvernants du temps. C'est la guerre totale, lancée afin de terroriser les populations de ces pays, tout en les assurant que le Reich les envahit pour "sauvegarder leur neutralité contre les manoeuvres de Londres et de Paris prêts à se jeter sur le Reich par la vallée de la Ruhr, en passant à travers la Belgique et la Hollande", prétend l'interprète du Protecteur Hitler, von Ribbentrop. La France et l'Angleterre, appelées à l'aide, se sont tout de suite mises en mouvement pour se porter au secours des nations envahies; des troupes anglo-françaises sont entrées en Belgique, par Mons, à la rencontre et au soutien des troupes belges mobilisées par leur roi, qui en a pris le commandement suprême, avec son état-major. D'ici quelques jours, on prévoit que se livrera la plus grande bataille qui ait jamais ébranlé l'Europe, et auprès de quoi celles de Bonaparte et même de la guerre de 1914-1918 prendront la seconde place. Le sort de l'Europe se jouera une fois de plus sur le sol belge, ou dans le nord de la France, champs de bataille séculaires.

LE COUP DE HITLER

On trouvera ailleurs le texte de la note que Berlin a fait remettre aux gouvernements de Belgique et de Hollande ce matin, une heure après l'invasion de leurs territoires par des soldats, des avions et des troupes de toutes armes venus du Reich, et massées aux frontières depuis plusieurs jours. La note est d'une explicite mauvaise foi. Elle allègue entre autres choses que, en prenant des mesures de protection contre des adversaires éventuels, la Belgique et la Hollande se sont protégées contre le Reich. Donc elles ont ainsi porté atteinte à leur neutralité, elles ont visé l'Allemagne et l'Allemagne se doit d'intervenir pour leur faire respecter leur neutralité. . . On trouvera difficilement dans l'histoire diplomatique universelle un raisonnement aussi effarant. On ne doit pas se protéger contre un envahisseur possible: c'est le provoquer. . . Depuis quand des nations neutres n'ont-elles pas droit de tâcher de se pourvoir contre la violation éventuelle de leur neutralité par un Etat voisin puissant et audacieux, dont la conduite à l'endroit d'autres voisins a déjà donné lieu de croire qu'il entretient les intentions les plus suspectes? Au reste, la façon dont l'intervention allemande en Pays-Bas et en Belgique s'est déclenchée, sans avertissement préalable, sans notes diplomatiques prémonitoires, sans représentations catégoriques, sans ultimatum précis, montre que le texte de Berlin est une pièce extraordinaire d'interprétation et de sabotage des principes élémentaires du droit et des usages internationaux. Il y a le cas additionnel du Luxembourg, envahi lui aussi sans avis et mis en demeure, comme la Belgique et la Hollande, de livrer passage aux troupes du Reich, de se soumettre, sans quoi. . . Pourtant, lui, il n'avait même pas pensé à se protéger.

LE PLAN D'INVASION

L'objectif de fond de Hitler, c'est l'exécution du fameux plan Schlieffen, établi par un tacticien allemand dès avant 1914, qui servit alors et qui pourvoit à une attaque contre la France et ses alliées éventuelles, en passant à travers les Pays-Bas et la Belgique, les troupes allemandes protégeant un de leurs flancs en cheminant le long de la mer du Nord. Hitler et ses généraux veulent contourner la principale ligne Maginot, s'emparer du littoral belge, bombarder de là par avions la côte anglaise qui est à quelque 120 milles, paralyser aussi la marine britannique, bloquer la Manche, envahir le nord de la France, marcher vers Paris, d'abord le long du littoral, pour remonter ensuite la vallée de la Seine ou d'une des rivières qui conduisent vers Paris. D'autres corps d'armée emprunteraient le passage des vallées de la Meuse et de la Sambre, voies traditionnelles d'invasions ennemies. Où de Moltke et ses généraux n'ont pu réussir en 1914, — la bataille de la Marne dégagera Paris, — Hitler veut foncer, forcer la trouée, réussir et, la Belgique et le nord de la France en sa possession, l'Angleterre cernée dans son île, imposer la paix à ses conditions, les plus dures possibles. En fait cette manoeuvre, du dernier audacieux, accompagnée d'actes établissant aux yeux du monde une insigne mauvaise foi à l'endroit de trois petits pays neutres soucieux jusqu'ici de sauvegarder leur neutralité de A à Z, contre quelque nation belligérante que ce fût, détermine dès aujourd'hui un extrême courant de répulsion contre l'Allemagne et aussi un vif mouvement de sympathie pour Bruxelles, la Haye et le Luxembourg. Cela peut déclencher d'ici peu de temps des interventions sensationnelles contre le Reich, au titre d'ennemi de toutes les nations pacifiques dont il ambitionne, à quelque degré que ce soit, de faire des comparses, volontaires ou involontaires, de ses visées impérialisantes et de sa politique d'extension mondiale. Sa conduite ne laisse plus placé à d'autre interprétation.

EN BELGIQUE ET EN HOLLANDE

L'invasion allemande lancée ce matin par surprise et brutalement progresse, mais rencontre des obstacles sérieux. Les ministères belge et hollandais ont d'abord repoussé net la demande de passage formulée

dès après la violation préalable de leurs frontières par les ministres du Reich à Bruxelles et à la Haye. Les deux capitales, ainsi que celle du Luxembourg, ont appelé à l'aide Paris et Londres, le roi des Belges et la reine de Hollande ont lancé des proclamations à leurs sujets, mis en marche tous leurs mouvements de défense et de protection, répudié les assertions de Ribbentrop, démenti ses accusations fausses, rappelé à l'univers leur attitude pacifique jusqu'ici et fait connaître leur détermination obstinée de s'opposer à l'envahisseur. Dès les premières heures Paris et Londres ont répondu, garantissant leur appui, et ont commencé de s'exécuter, tandis que les petites nations résistaient de leur mieux. Des dommages considérables, de la part de leur "protecteur" ont déjà entamé villes, villages, ports de mer et champs d'aviation des Pays-Bas et de la Belgique. La Hollande noie ses plaines, sur lesquelles les envahisseurs se font fort de naviguer dans 185,000 embarcations de caoutchouc, toutes prêtes, dit Berlin, ce qui indique bien jusqu'à quel point il a préparé les détails de cette invasion. Des centaines de parachutistes allemands vêtus d'uniformes anglais ou belges, ou hollandais sont descendus, dit-on, dans les campagnes envahies, où l'on en a tué ou capturé un grand nombre. La Haye serait tombée, mande Berlin. L'on a bombardé et pris l'aéroport de Rotterdam, fait sauter des ponts, coupé des lignes télégraphiques ou téléphoniques, porté des attaques aériennes jusqu'en Angleterre, même jusque dans le centre de la France, à Lyon et ailleurs, ainsi que sur les deux bords du Pas-de-Calais. Déchaînement de toutes les forces de guerre imaginables. Berlin a mobilisé tous ses hommes valides jusqu'à 50 ans et placé des mutilés de l'ancienne guerre dans les bureaux, pour remplacer le personnel mobilisable. La Hollande a sous les armes 400,000, la Belgique, 600,000; il y a 200,000 hommes de troupes anglaises en France et la France elle-même a quelque 2 millions de soldats sur la ligne Maginot, ou en campagne. Le monde verra bientôt, pour peu que les opérations aillent au train d'enfer que leur a donné dès le départ, ces heures-ci, l'état-major allemand, un formidable choc militaire. Le sort du Reich se décidera pour mille ans à venir, dit Hitler. Rome ne bouge pas. On priera Dieu qu'il étende sa protection aux petites nations brutalement assaillies.

EN ANGLETERRE ET EN FRANCE

Devant ces événements de portée redoutable, une trêve politique s'est établie en Angleterre, où l'on sent la menace du pistolet braqué de Belgique sur Londres dont a jadis parlé Bonaparte, — pistolet devenu une arme de précision de longue portée, à cause du développement de l'aviation de guerre allemande. On ne se préoccupe plus du sort de M. Chamberlain. Il se peut qu'un cabinet de coalition se forme d'ici quelques heures à Londres, dont lord Halifax ou M. Churchill sera le chef. Londres annonçait ce matin que des troupes ont débarqué, d'après ses ordres, en Islande, afin d'assurer le gouvernement du pays contre toute intervention allemande, promettant à Reykjavik de sauvegarder l'autonomie du pays et de lui laisser toute sa liberté, de lui remettre son territoire intact, sitôt la guerre finie. Mesure de précaution obligatoire contre des manoeuvres du Reich, dit Londres. Le War Office et l'Amirauté prennent des mesures pour hâter l'envoi de secours importants en Hollande et en Belgique, aux gouvernements desquels Londres a fait savoir que le Royaume-Uni devient leur allié à fond. La Suisse, autre neutre voisin du Reich, est sur pied de guerre.

Paris a adopté les plus urgentes mesures d'assistance et de précaution contre l'invasion, à la suite du bombardement de Lyon, de Pontoise, de Lille, de Calmar, de Dunkerque, de Calais, de Nancy et d'autres points importants du territoire français, par des avions allemands chargés de détourner l'attention du pays de ce qui se passait de la frontière hollandaise à la française. Les chefs de l'état-major français, — air, terre et mer, — ont convenu de mouvements militaires et navals immédiats et commencé d'exécuter leur plan de défense; l'invasion de la France par voie de la Belgique était prévue et des mesures ont été prises de ce côté depuis quatre ans, surtout après la déclaration belge de 1936, à la suite de laquelle la France étendit sa ligne Maginot du Luxembourg jusqu'à la mer du Nord, par une série d'ouvrages de génie considérables. Les Français sont passés en Belgique deux heures après l'invasion de cette petite nation par le Reich.

EN AMERIQUE DU NORD

Eveillé au cours de la nuit par un appel téléphonique de son ministre à Bruxelles et mis au courant de ce qui se passait du côté de l'Allemagne, M. Roosevelt a réuni dès le petit jour à la Maison-Blanche des techniciens et des experts de tout ordre. Il a commencé par donner à toutes les maisons de banque américaines l'ordre de bloquer tous les fonds belges, hollandais et luxembourgeois disponibles aux Etats-Unis, afin d'empêcher que le Reich ne mette la main dessus. Il a aussi pris d'autres mesures d'urgence dont on connaîtra les détails prochainement.

On s'accorde à reconnaître que la violation de la neutralité de la Belgique, de la Hollande et du Luxembourg, dans les circonstances et avec la brutalité que l'on sait, est de nature à accélérer le mouvement interventionniste qui se dessine depuis quelque temps et prend de plus en plus d'ampleur, aux Etats-Unis, dans la presse et ailleurs. Il se peut fort que le sujet de l'intervention armée dans la guerre européenne soit matière à débat pendant la campagne présidentielle qui s'amorce. La conduite de l'Allemagne paraît de nature à déterminer les plus catégoriques réactions dans maints pays d'Amérique. — G. P.